

La fin d'une époque

Vincent J. Derudder, secrétaire général de la Fédération européenne des conseils et intermédiaires financiers (Fecif) et *managing partner* de Nucleus Euro-Advisers au Luxembourg ne pratique pas la langue de bois. Selon lui, «nous allons, à moyen ou à long terme, vers une privatisation des régimes de retraite et d'assurance maladie. Nous allons également, à court ou à moyen terme, vers la fin du secret bancaire au Luxembourg». Des propos sans détours. Rencontre.

■ Pourquoi la privatisation des régimes de retraite et d'assurance maladie vous semble-t-elle inévitable?

Vincent J. Derudder: Les déficits chroniques et structurels des régimes d'assurance maladie, notamment en France, et l'augmentation de l'espérance de vie, heureuse pour les citoyens mais défavorable pour les caisses de pensions vont finir par devenir insoutenables. Il ne restera alors que deux options, à savoir une surimposition ou une privatisation. Il y a fort à parier que cette deuxième option sera retenue! Environ 100 millions de consommateurs européens possèdent actuellement un investissement d'épargne. Ce nombre ira en s'accroissant devant l'inévitable privatisation des régimes de pensions et des assurances maladie. Ceci ouvrira des opportunités extraordinaires pour



Vincent J. Derudder: «Nous allons à court ou à moyen terme vers la fin du secret bancaire au Luxembourg» (Photo: Gérard Karas)

les banques et les compagnies d'assurances.

A votre avis, le secret bancaire vit-il ses derniers jours au Luxembourg?

Le projet européen de directive sur la taxation de l'épargne sonnera vraisemblablement le glas du secret bancaire luxembourgeois, avec une obligation de *reporting* de tous les opérateurs pour toutes les transactions. Il me semble que le Grand-Duché aura bien des diffi-

cultés à tenir tête, seul contre tous, lors des négociations qui auront lieu au cours de la finalisation de ce projet. La place financière luxembourgeoise sera sauvée d'une part par l'industrie des fonds d'investissement et d'autre part par son savoir-faire, ainsi que par la qualité des hommes et des services proposés.

Si le secret bancaire disparaît en Europe, disparaîtra-t-il dans le monde?

Evidemment non! Cette nouvelle donne ouvrira la porte à de nouveaux centres bancaires hors Europe, comme Singapour ou Hong-Kong, le gouvernement chinois ne faisant que peu de cas des gesticulations du G 20.

Que représente la Fecif?

La Fecif a été constituée en juin 1999 afin de défendre et promouvoir le rôle joué par les conseils et intermédiaires financiers en Europe. Il y a actuellement en Eu-

rope quelque 630.000 intermédiaires, qui vont de l'agent d'assurance captif qui ne vend qu'un seul produit d'assurance vie, au *financial planner* qui gère des patrimoines de plusieurs millions d'euros, sans oublier les courtiers. La Fecif, présente dans vingt pays de l'UE (dont le Luxembourg, ndlr) sur 27, représente environ 300.000 intermédiaires, notamment en Allemagne et en Italie, et exerce un *lobbying* auprès de la Commission européenne pour s'assurer que l'esprit européen passe bien dans les textes nationaux. D'après un sondage récent, 37 % des consommateurs plébiscitent le passage à travers d'un intermédiaire indépendant pour la gestion de leur épargne ou l'acquisition d'une police d'assurance vie, alors que 30 % privilégient le rapport direct avec une banque. L'intermédiaire est généralement rémunéré par le fournisseur.

Quelles sont les grandes règles du placement financier?

La règle d'or d'un bon investissement, c'est la diversification. Un portefeuille doit être équilibré entre obligations et actions, et évoluer en fonction des attentes et de l'âge des investisseurs. Les investissements doivent être gérés avec une vue à long terme... en évitant toute précipitation en fonction de l'actualité. En outre, une grande partie de la rentabilité étant liée au potentiel de développement des pays européens, il faut oublier les rendements illusoirement élevés qui nous ont amenés à la récente crise bancaire.

■ Propos recueillis par Gérard Karas